

## ÉTATS-UNIS : FICHE PAYS – JUILLET 2024

Catégorie OCDE (2024) : Non classé

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AA+ (stable) / Aaa (nég.) / AA+ (stable)

Change : Dollar US (USD) / Régime de change flottant



### FORCES

- Position dominante au niveau du savoir et de la recherche scientifique
- Fiscalité des entreprises attractive
- Forte autonomie énergétique
- Dollar : principale monnaie de réserve

### FAIBLESSES

- Déficits jumeaux
- Endettement public élevé
- Inégalités sociales élevées
- Taux de participation au marché du travail encore bas

## SYNTHÈSE :

Évolution des risques : neutre

### Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Malgré une inflation élevée et la montée des taux d'intérêts en 2022 et en 2023, la demande intérieure (en particulier la consommation des ménages) a surpris par sa résilience, soutenant la croissance. En 2024, l'activité resterait dynamique (+2,7 % après +2,5 % selon le FMI), portée notamment par la consommation privée, dont la dynamique dépendra toutefois du rythme de désinflation, ainsi que de l'évolution de l'emploi et des salaires. L'évolution de l'investissement privé restera tributaire de celle des taux d'intérêt. À long terme, les plans d'investissement soutiendraient la croissance potentielle.
- Vulnérabilité des comptes publics : En 2023, le déficit public s'est sensiblement accru et il n'est attendu qu'en légère réduction en 2024. Le ratio dette/PIB continuerait donc de croître. Les différents plans d'investissement, étalés sur 10 ans et en partie financés par des mesures fiscales, ne devraient peser que modérément sur les finances publiques à terme.
- Vulnérabilité extérieure : Dans un contexte de demande intérieure encore dynamique, le déficit commercial reste plus dégradé qu'avant la crise sanitaire. La guerre commerciale avec la Chine s'est traduite par une réduction du poids de ce partenaire dans les importations, et a conduit les Etats Unis à développer ses échanges avec les pays frontaliers.

### Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Les élections de novembre 2024 et le nouveau duel Trump vs. Biden sont sources d'incertitudes. L'issue pourrait être source d'instabilité sociale et/ou économique.
- Climat des affaires : Les Etats-Unis sont au 6<sup>ème</sup> rang sur 190 pays au classement Doing Business.

### Système bancaire :

- Vulnérabilité du secteur bancaire : Si le système bancaire reste robuste malgré le stress début 2023, des risques localisés subsistent, notamment de liquidité, dans un contexte où la dévalorisation des actifs reste importante.

### Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Les Etats-Unis prévoient la neutralité carbone en 2050 et une réduction de moitié des émissions d'ici 2030. Les politiques publiques en vue d'atteindre ces objectifs sont assez volontaristes, en témoigne l'IRA.

## STRUCTURE DES ÉCHANGES

### Principaux partenaires commerciaux + France

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

	Exportations	Importations	
1 Canada	17,5%	1 Mexique	15,1%
2 Mexique	16,0%	2 Chine	14,1%
3 Chine	7,3%	3 Canada	13,6%
4 Pays-Bas	4,1%	4 Allemagne	5,1%
9 France	2,2%	13 France	1,9%

Source : CNUCED

### Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

	Exportations	Importations	
1 Combustibles minéraux, huiles	16,0%	1 Équipements et machines électr.	14,6%
2 Machines, engins mécaniques	11,5%	2 Machines, engins mécaniques	14,5%
3 Équipements et machines électr.	9,9%	3 Véhicules autres que trains	12,0%
4 Véhicules autres que trains	7,6%	4 Combustibles minéraux, huiles	8,4%
5 Instruments navigation aérienne	6,2%	5 Produits pharmaceutiques	5,6%

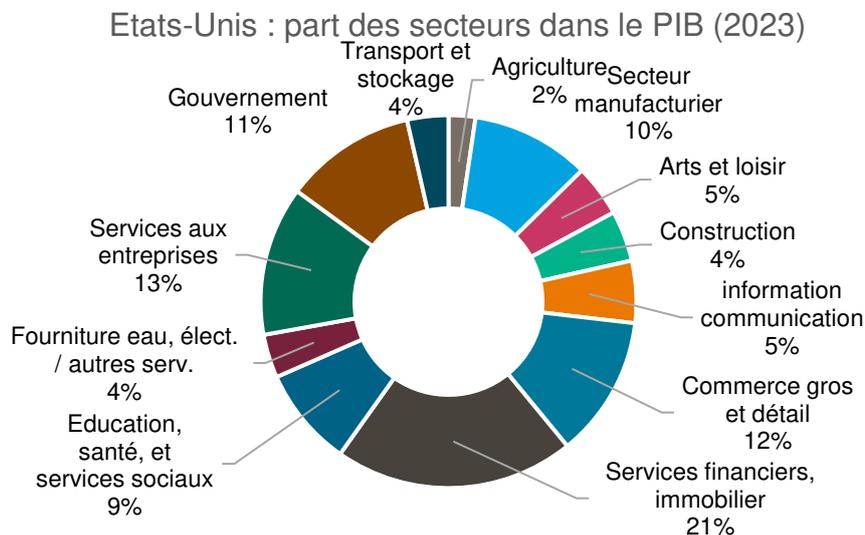
Source : CNUCED



## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ETATS UNIS	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)*	21 521	21 323	23 594	25 744	27 358	28 781
Rang PIB mondial	1	1	1	1	1	1
Population (Mns)*	328,5	331,3	332,3	333,5	335,1	337,1
Rang Population mondiale	3	3	3	3	3	3
PIB / habitant (USD)*	65 505	64 367	70 996	77 192	81 632	85 373
Croissance PIB (%)	2,5	-2,2	5,8	1,9	2,5	2,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	1,2	4,7	8,0	4,1	2,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	59,1	60,2	57,5	53,5	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique totale*** (% PIB)	108,1	132,0	125,0	120,0	122,1	123,3
Solde public (% PIB)	-5,8	-13,9	-11,1	-4,1	-8,8	-6,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	15,5	13,8	13,0	14,4	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-2,1%	-2,8%	-3,5%	-3,8%	-3,0%	-2,5%
IDE (% du PIB)*	0,9%	-0,7%	0,4%	-0,1%	-0,1%	0,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Dette extérieure totale (% PIB)*	94%	97%	95%	93%	93%	98%
Dette extérieure CT (% PIB)	29,8%	33,8%	33,8%	31,1%	30,0%	NA
Taux de change	1,1227	1,223	1,1318	1,0698	1,1062	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	14,65	16,28	16,39	15,54	15,9	NA
Taux de NPL	0,86	1,07	0,81	0,72	0,85	NA
ROE	11,46	7,34	12,25	12,15	11,39	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	31	31	30	30	30	30
Rang doing business (190 pays)*	NA	6	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	11	10	10	10	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	26	23	18	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	56	56	57	24	6	8

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Octobre 2023 pour l'inflation moyenne, WEO janvier 2024 pour la croissance du PIB en volume), \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch  
 \*\*\* dette négociable + dette détenue par des fonds en fiducie fédéraux et par d'autres comptes gouvernementaux



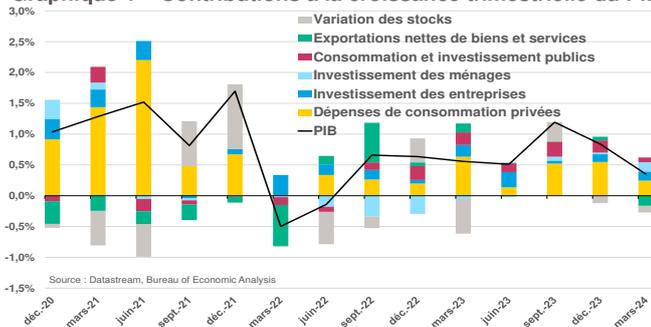


# 1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une croissance relativement dynamique depuis le 2<sup>nd</sup> semestre 2022**

Après un fort rebond de l'activité en 2021, permettant d'effacer les traces de la crise sanitaire (le PIB au T4 2021 avait rejoint le niveau qu'il aurait atteint si la crise sanitaire n'avait pas eu lieu), la croissance a nettement ralenti en 2022 (+1,9 % après +5,8 %), en raison d'une récession technique au 1<sup>er</sup> semestre (**graphique 1**). Sur l'ensemble de l'année 2022, l'activité a été freinée par la baisse de l'investissement des ménages dans un contexte de hausse du taux *Fed Funds* (+425 points de base entre janvier et décembre 2022), se répercutant sur les taux d'intérêt sur les crédits. Les dépenses de consommation privée ont quant à elles plutôt bien résisté malgré la forte hausse de l'inflation (+8,0 % en moyenne en 2022), et sont restées dynamiques en 2023 (+2,2 % après +2,5 %) tandis que l'inflation s'établissait encore à +4,1 % en moyenne sur l'année. En 2023, la consommation publique a par ailleurs rebondi (+4,1 % après -0,9 %), et l'investissement des entreprises est resté tonique (+4,5 % après +5,2 %), le tout portant l'activité, qui a crû de +2,5 %. Début 2024, la demande intérieure est restée un soutien majeur de la croissance : si la consommation privée ralentit (+0,4 % au T1 vs +0,7 %/trimestre en 2023), l'investissement des entreprises garde le rythme (+1,1 % comme en moyenne en 2023) et celui des ménages accélère (+3,8 % contre +0,1 %/trimestre).

**Graphique 1 – Contributions à la croissance trimestrielle du PIB**



- **Un policy-mix aux effets contraires sur l'investissement privé.**

En raison de leur ampleur, les politiques budgétaire et monétaire ont un impact fort sur l'économie américaine depuis la crise sanitaire. Du côté de la politique budgétaire, trois plans d'investissement<sup>1</sup> ont soutenu l'investissement des entreprises. En particulier, l'investissement dans la construction non résidentielle a cru de +64 % en 2023 dans l'industrie manufacturière, laissant supposer des extensions / créations d'usines. Malgré un impact sectoriel positif certain (notamment sur

l'industrie), ces plans auraient néanmoins un impact économique modéré, représentant au total un choc de +4 points de PIB étalés sur 10 ans.

L'effet d'entraînement de la politique budgétaire sur l'investissement privé est toutefois limité par la politique monétaire restrictive. Depuis juillet 2023, le taux *Fed Funds* plafonne à 5,5 %, son plus haut niveau depuis 2001, affectant en particulier le secteur immobilier : l'investissement des ménages s'est replié de 10,6 % en 2023, les ventes de logements existants ont atteint leur plus bas niveau depuis 25 ans cette même année et fin 2023, les ventes de maisons neuves étaient inférieures de 5,7 % à celles de 2019. Début 2024, la situation semble s'améliorer un peu : les ventes et le prix médian des maisons neuves se sont accrus de +2,7 % et +1,8 % respectivement sur un trimestre. Cette année, la pression exercée par la politique monétaire sur l'investissement ne s'atténuerait que légèrement : si les dernières projections du **FOMC** tablent sur une réduction du taux *Fed Funds* de 25 à 50 points de base d'ici la fin d'année et d'environ 100 pb en 2025, ce dernier resterait élevé (supérieur à 4 % jusque fin 2025), en territoire restrictif. De plus, la hausse passée des taux pourrait avoir des effets négatifs retardés sur l'investissement.

- **L'évolution à venir de la consommation privée est incertaine, tributaire notamment du rythme de reflux de l'inflation.**

La consommation privée, principale contributrice à l'activité (68 % du PIB en 2023), a surpris par sa résilience ces derniers trimestres. Au cours des prochains, sa dynamique dépendra :

i) du rythme de désinflation. Si l'inflation a nettement décliné en 2022 et au S1 2023, elle semble avoir atteint un plancher depuis l'été 2023, autour de +3,3 % (entre juillet 2023 et mai 2024). Elle est essentiellement soutenue par les prix des services (**graphique 2**), eux-mêmes portés par des salaires relativement dynamiques (cf. infra) et par la forte hausse des loyers. Ceux-ci ont contribué, au S1 2024, à hauteur d'environ 40 % à l'inflation sous-jacente (à +3,4 % en mai). Le rythme de désinflation dépendra ainsi de l'évolution des tensions sur le marché immobilier et sur le marché du travail.

ii) de la dynamique des salaires. Les salaires horaires nominaux ont été très dynamiques l'an dernier (+4,5 % vs. 2022), alimentés par des tensions de recrutement élevées et par le contexte inflationniste. Au S1 2024, la dynamique des salaires ne s'atténue que légèrement (+4,1 % sur un an en mai 2024, contre +4,6 % un an auparavant). Au cours des prochains trimestres, le ralentissement des salaires se poursuivrait au rythme très progressif de l'apaisement des tensions sur le marché du travail (cf. infra).

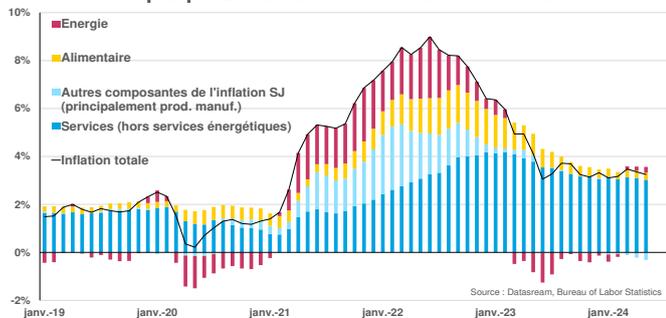
<sup>1</sup> (Infrastructure Investment and Jobs Act incluant 550 Md\$ pour les infrastructures, le Chips Act de 80 Md\$ de soutien pour les

semiconducteurs et l'*Inflation Reduction Act* d'un montant total de près de 500 Md\$)



iii) du surplus d'épargne restant. L'ampleur du montant restant de surplus d'épargne est difficile à estimer. S'il s'établirait autour de 7 % du revenu disponible mi-2024 selon l'OCDE, ce surplus serait bien plus modeste selon Rexecode (environ 2 % du revenu disponible), voire aurait été totalement consommé (FMI, Fed).

Graphique 2 – Contribution à l'inflation totale

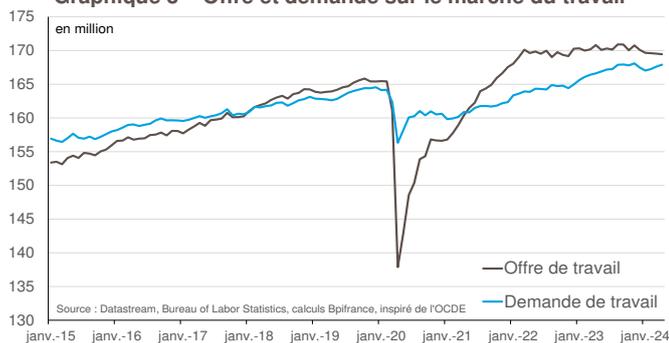


Finalement, les instituts de prévisions tablent sur la poursuite du reflux de l'inflation, à un rythme incertain, attendue entre +2,4 % et +3,2 % en moyenne en 2024, et une croissance du PIB encore dynamique, soutenue par la demande (entre +2,3 % et +2,7 %).

- **Un marché du travail encore solide mais qui montre des signes de ralentissement**

L'apaisement des tensions sur le marché du travail se poursuit, en témoigne la réduction progressive de l'écart entre la demande de travail (somme de l'emploi et des ouvertures de postes) et l'offre de travail (somme de l'emploi et des personnes au chômage) : le déficit d'offre s'élevait à 1,6 millions d'emplois en avril 2024 contre 4,2 millions un an auparavant (graphique 3). D'ailleurs, le nombre de postes vacants au T1 2024 s'inscrit en baisse de 13,5 % sur un an.

Graphique 3 – Offre et demande sur le marché du travail



Toutefois, plusieurs signaux pointent vers un résorption assez lente de ce déséquilibre entre l'offre et la demande : le taux de participation au marché du travail a interrompu sa progression et reste à un niveau inférieur à son niveau d'avant crise (62,5 % en mai 2024 soit un niveau stable sur un an et contre 63,1 % en moyenne en 2019), et les créations d'emplois dans le secteur privé ont été, au cours des cinq premiers mois 2024, plus

dynamiques qu'au cours des cinq derniers mois 2023 (+248 000/mois vs. + 219 000/mois). Ainsi, le taux de chômage reste particulièrement bas, à 4,0 % en mai, même s'il augmente légèrement sur un an (+0,3 point).

- **Un système bancaire encore solide mais un risque de liquidité localisé subsiste**

La hausse des taux d'intérêt s'est traduite par une dévalorisation des actifs à taux fixes détenus par les banques américaines, provoquant la faillite de trois d'entre elles (dont la SVB en mars 2023). Au T4 2023, cette dévalorisation s'élevait à environ 474 Md\$, un peu moins ample qu'en début d'année (estimée à 550 Md\$ au T2 2023). Si, au niveau agrégé, la part des actifs liquides dans le total des actifs demeure plus élevée qu'avant crise (21,6 % au T4 2023 contre 19,4 % au T4 2019), le risque de liquidité resterait élevé pour certaines banques selon la Fed. En outre, quelques grandes banques sont exposées à une dégradation de la qualité des crédits à la consommation et des crédits pour l'achat de locaux commerciaux : les taux de prêts non performants gagnent respectivement 25 pb et 44 pb sur un an, rejoignant 1,2 % et 1,0 %.

Plusieurs indicateurs attestent néanmoins d'un système bancaire encore solide : le volume des dépôts s'est nettement amélioré depuis la crise de liquidité de mars 2023, si bien qu'en juin 2024, il n'était inférieur que de 85 Md\$ à celui de février 2023. En outre, malgré la hausse des taux d'intérêt, la rentabilité des banques reste bonne : au T4 2023, les marges nettes étaient légèrement supérieures à leur niveau moyen historique (2,64 % vs. 2,61% en moyenne entre 2009 et 2023). Enfin, le niveau de capitalisation est élevé et en amélioration : le ratio *Common equity Tier 1* s'est accru de 43 pb sur un an, atteignant 13,2 % au T1 2024.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

En 2022, le déficit public s'est nettement réduit (- 4,1 % du PIB après -11,1 % en 2021) en raison de la sortie des dispositifs d'aides instaurés durant la crise sanitaire, et de recettes publiques en hausse, dans un contexte de croissance élevée et de revenus des ménages dynamiques. En 2023, le déficit s'est en revanche nettement creusé, atteignant -8,8 % du PIB. Les recettes fiscales ont sensiblement diminué : baisse des recettes issues des impôts sur les plus-values, report des déclarations d'impôt sur le revenu pour les sinistrés des tempêtes hivernales de fin 2023 ou encore baisse des transferts des profits de la Fed. En outre, les dépenses de sécurité sociale et la charge des intérêts ont augmenté. Finalement, la dette publique s'élevait à 122 % du PIB au T1 2024 (part en légère hausse depuis début 2023, contre 106 % au T4 2019). En 2024, le



déficit public resterait à un niveau assez dégradé selon le FMI (-6,5 % contre -5,3 % en moyenne sur la période 2017-2019) et la part de la dette publique dans le PIB progresserait (123 % en 2024).

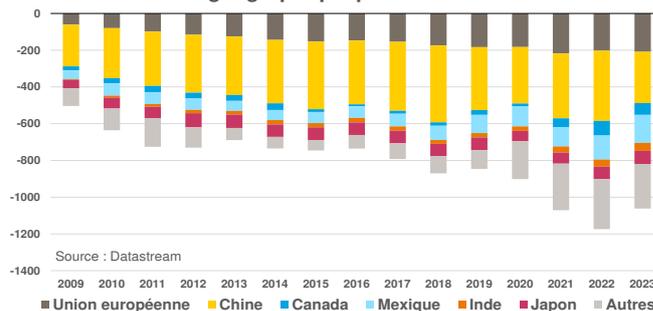
L'impact des plans d'investissement (cf. supra) sur les finances publiques serait relativement modéré. En effet, les mesures sont en partie financées : l'IJJA par certains fonds covid non utilisés et l'IRA par un impôt minimal de 15 % sur le résultat comptable des grandes entreprises qui se traduirait, *in fine*, par une réduction du déficit de 250 à 300 Md\$. En outre, ces plans sont étalés sur 10 ans. Enfin, malgré un multiplicateur budgétaire *a priori* modéré, ces plans devraient générer de l'activité et de l'emploi. Mais le montant des dépenses est incertain, en particulier s'agissant de l'IRA, car il dépend du comportement des agents à l'égard des crédits d'impôt.

### 3. POSITION EXTERIEURE

En 2022, le déficit commercial en biens s'est de nouveau creusé, s'élevant à 1173 Md\$ soit 4,6 % du PIB (après 4,5 % du PIB en 2021, 3,9 % en 2019). Il s'est détérioré vis-à-vis de la Chine (382 Md\$ après 353 Md\$ en 2021 et 343 Md\$ en 2019) alors que le taux moyens des droits de douanes reste élevé (19,3% en moyenne sur les produits chinois). Selon le *Peterson Institute for International Economics*, si les importations des produits chinois visés par les tarifs ont décliné (semi-conducteurs, et produits électroniques sensibles), celles des produits non concernés par les restrictions ont augmenté (jouets, smartphones, etc.). En 2023, le déficit commercial en biens se réduit un peu (1062 Md\$, soit 3,9 % du PIB, cf. **graphique 4**), soutenu par l'export des hydrocarbures et la baisse des prix des produits importés.

Depuis le déclenchement de la guerre commerciale, le poids des importations venant de Chine dans les importations totales est passé de 21 % en 2018 à 14 % en 2023. En plus du reflux des importations venant de Chine sur la période (-21 %), celles venant d'autres pays se sont accrues. Depuis novembre 2022, le Mexique est ainsi devenu le premier pays fournisseur des Etats-Unis : le déficit commercial en biens avec ce pays est passé de 78 Md\$ en 2018 à 152 Md\$ en 2023. Le Canada devient un fournisseur plus important également (de -19 Md\$ en 2018 à -64 Md\$ en 2023). Cette tendance à la régionalisation des échanges est à relativiser : selon *Rexecode*, les produits chinois continuent d'affluer vers les Etats-Unis *via* des intermédiaires (Vietnam, Mexique). Par ailleurs, l'IRA devrait contribuer à accroître les échanges entre pays nord-américains au cours des prochaines années (clause de contenu local).

Graphique 4 – Décomposition du solde commercial par zone géographique partenaire.



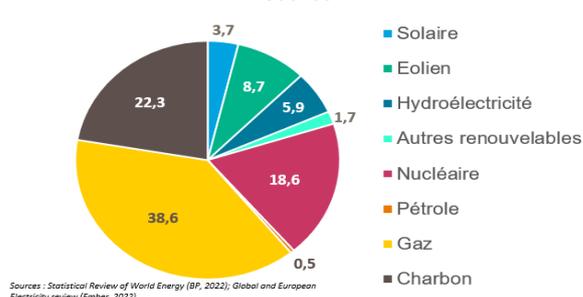
## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

La situation politique est marquée par les élections présidentielles de novembre 2024. Les incertitudes sont fortes, tant sur les candidatures (celle de J. Biden en raison de son âge et celle de D. Trump inquiété par des procès), que sur le plan social (la réélection de J. Biden pourrait engendrer des événements similaires à ceux de 2021 tandis qu'une élection de D. Trump pourrait renforcer les fractures sociales). Les incertitudes économiques sont élevées également : une élection de D. Trump pourrait se traduire par de nouvelles tensions commerciales avec la Chine et l'Europe, une probable remise en cause de l'indépendance de la Fed et une sortie de l'Accord de Paris.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

De retour dans l'Accord de Paris, les Etats-Unis visent la neutralité carbone à horizon 2050 et prévoient de réduire leurs émissions de 50 % d'ici 2030 (vs. 2005). En 2022, les Etats-Unis restaient dépendants du gaz (38,6 % de la production d'électricité) et du charbon (22,3%). La part des énergies renouvelables s'est toutefois accrue : un peu plus de 20 % en 2022 contre 17,6 % en 2019 et 13,6 % en 2016. Dans les différents scénarios de mix énergétique du *Department of Energy*, la part de gaz naturel ne représenterait qu'au maximum 1 à 4% de la production d'électricité en 2035, 1 % pour le charbon, et la production d'électricité éolienne quintuplerait.

Graphique 5 – Etats-Unis : production nette d'électricité par source



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	<a href="mailto:sabrina.elkasmi@bpifrance.fr">sabrina.elkasmi@bpifrance.fr</a>

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

## Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.